L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 27 DECEMBRE 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No 65, rue de Chartres,
NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 27 DECEMBRE.

17 Le bureau de l'Abeille sera en regie chaussée No 65, rue Chartres, en attendant notre retour à notre ancienne demeure, avec le rez-de-chaussée, premiers, etc., et toutes les autres nouvelles nécessaires, etc., et toutes les autres nouvelles qui seront faites avec le plus grand soin.

17 Le bureau de l'Abeille sera en regie chaussée No 65, rue Chartres, en attendant notre retour à notre ancienne demeure, avec le rez-de-chaussée, premiers, etc., et toutes les autres nouvelles qui seront faites avec le plus grand soin.

NOUVELLES D'EUROPE.—La seconde édition du *London Chronicle* du 5 décembre renferme les nouvelles d'Europe les plus récentes. On a reçu à Paris la nouvelle, vraie ou fausse, que le pape avait quitté Rome secrètement le 21 novembre au matin, et s'était réfugié à Gaëte. Le gouvernement provisoire se serait déjoué de cette résolution du pape, en faisant garder les portes de ses environs et de Rome, et en faisant rentrer le pape à Rome. Le tranquillité régnait à Rome, et le départ du pape n'avait causé aucune sensation. Le ministère avait obtenu un vote de confiance des chambres.

Il n'était question à Vienne aux dernières dates, que de la constitution prise, dit-on, par le gouvernement autrichien de se rendre de l'Union Germanique et de rappeler ses représentants de Francfort.

A Berlin, de nouvelles prussiennes ont lieu tous les jours.—Il y a eu le 22 une collision à Munster entre la garnison et les citoyens : la garde civique a rétabli l'ordre.

Les journaux parisiens annoncent que Windischgraetz avait été assassiné ; il paraît que le rapport n'en était pas fondé.

RÉUNION SANITAIRE.—Il y a eu pendant les dernières vingt-quatre heures soixante-quatorze décès dont 56 causés par le Choléra.

HOPITAL DE CHARITÉ.

Rapport du 24 à 6 heures du soir, au 26 à la même heure (deux jours).

Admis—Du choléra,		55
" d'autres maladies,		60—48.
Restent en traitement,		15
Morts du choléra,		50
" d'autres maladies,		8

VERA-CRUZ.—Le steamer anglais *Trent* a jeté l'ancre au mouillage de l'île aux Chats le 23 de ce mois. Il est parti de Tampico le 17 et a touché à Vera-Cruz le 19. Il n'apporte aucune nouvelle. Une partie de l'escadre de Tampico se compose d'environ douze cent cinquante à mille matelots et soldats.

ALSACE.—Le secrétaire d'Etat a soumis au Congrès un rapport sur l'émigration aux Etats-Unis. Il est actuellement dans les différents ports de l'Union pendant l'année qui s'est terminée le 30 septembre dernier, 229,483 émigrants dont 156,185 hommes et 72,980 femmes. Les trois Etats où le flot de l'émigration se porte de préférence sont New-York, le Massachusetts et la Louisiane.

COMMERCE.—La Chambre des Représentants a adopté une résolution enjoignant au comité du district de Columbia d'examiner s'il ne conviendrait pas de rétrocéder ce district au Maryland.

OHIO.—Aux dernières dates, la Législature de l'Ohio n'était pas encore organisée.

INCENDIE, A MOBILE.—Un incendie a éclaté samedi soir à Mobile. Une maison en bois à deux étages, située au coin des rues Dauphine et Emmanuel, a été réduite en cendres.

Correspondance de l'Abeille.

M. Vinton, rapporteur du comité des voies et moyens, est résolu de présenter, s'il en possible dans le courant de cette semaine tous les bills d'allocation. Cette besogne faite, la Chambre n'aura plus à s'occuper que de deux choses importantes : la nomination du successeur de M. Johnson d'un sénateur de l'Amérique. Pour ce qui est du tarif, les Etats de la Nouvelle-Angleterre et ceux de cette région ne veulent d'autre protection qu'une taxe très modérée sur les articles d'importation anglaise afin de leur permettre de lutter avec profit de leur avantage contre la concurrence étrangère. Sur ce point, ils sont définitivement, qu'on n'en fasse pas une question politique, et que dans la fixation des droits à accorder au consulte pour les diverses, ceux du Sud comme ceux du Nord, N'ayant l'humilité du Sénat, il serait possible de trouver matière à une base équitable, mais tant que cette hostilité durera la chose sera impossible.

M. Calhoun, de la Floride, et M. Toombs, de la Géorgie, ont siégé aujourd'hui pour la première fois. Les deux chambres sont à présent au complet.

Nous avons appris ici que le général Taylor et M. Clay s'étaient écrits mutuellement cette correspondance amicale a fait le plus grand plaisir aux whigs. Il nous importe qu'une cordiale entente règne entre ces hommes distingués. M. Clay et le général Taylor sont tous les deux animés de l'amour de la patrie, aiment la paix et travaillent pour le plus grand bien du pays. Ils professent des principes conservateurs et leur position politique est bien connue ; pourquoi donc seraient-ils divisés puisqu'ils tendent tous deux vers le même but. Le général Taylor n'a pas besoin de protection, il est assez grand pour se faire respecter par les personnalités.

La preuve que dans le sommeil des sentiments, dit-il, c'est que tel motif M. B. S. Ulisse n'a pas voulu entendre que votre mission terminée lorsque vous nous l'avez fait offrir.

C'est pour cela, M. Cavaignac, qu'on vous a pris pour général de division ; pour ministre de la guerre, ministre—Violences internationales ; et vous, vous avez jeté la main à ceux qui ont voulu nous renverser ; nous vous avons soutenu et vous, vous nous avez abandonnés ; vous êtes un traître.

Le général Cavaignac ne les fâtes et laisse au pays à prononcer sur le reproche d'ingratitude.

M. Ledru-Rollin soutient après quelques remarques préliminaires, que, dans son opinion du moins, on aurait pu empêcher la formation des barricades en agissant à temps avec l'armée et la garde nationale réunis. L'opinion du général Cavaignac est tout autre. Mais ce point a été discuté, dit-il, y a quelques jours, et 20,000 hommes prêts à répondre au premier signal. Je tiens tout le jour au siège du gouvernement. Plus de dix fois le général Duvernine envoya demander un bataillon, on seul, et il ne put pas l'obtenir. Vous voulez renouveler vos appels ! soit ; pour cela apparemment pour le maintien de l'ordre ; mais pour soutenir une cette concentration aurait été sans objet. Mais je vous défie de montrer les soldats des casernes, et l'autorité ne s'est montrée nulle part. Le directeur, lui-même, ne pouvait pourvoir des instructions ; le peuple, ignorant quelques mesures énergiques, n'y est rallié et s'est retiré.

Ce matin, le ministère tout entier a donné sa démission, et il est bien difficile de concevoir aucune combinaison possible, aucune chance pour rétablir l'ordre après ce qui vient de se passer.

C'est là où en sont les successeurs des anciens Romains !"

Rome, le 17 novembre 1848.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte du meurtre de M. Rossi.

Hier, tous avons eu la confirmation de ces tristes, qui vous feront peut-être regretter, de n'avoir pas, dans le temps, donné quelque appui au souverain pontife ; il est difficile d'amener le gouvernement plus triste et plus désolé. Le calme subsiste, mais il est profond et les fidèles ecclésiastiques.

Vers deux heures, une assez grande foule du peuple s'est transportée au Quirinal, avec un programme connu à l'avance, et sorti des propres du Cercle populaire ; programme qui consistait à renverser le ministère, à en former un nouveau, à faire une constituante, à déclarer solennellement la guerre, etc., etc.

Il y a dans l'intérieur du Quirinal une certaine de Suisses, qui sont seuls préposés à la garde du pape avec quelques gardes-du-corps.

Quand les Suisses ont vu cette manifestation hostile, ils ont fermé les portes et se sont préparés à se défendre.

Le corps diplomatique, avait eu le temps d'entrer dans le palais, et d'offrir au pape son appui moral contre les violences qu'on pourrait vouloir lui faire.

Ce rassemblement a d'abord proféré des menaces pour se faire ouvrir, et voyant qu'on n'obtempérait pas à ses désirs, il a cherché à mettre le feu à la porte, plusieurs coups de fusil des Suisses n'ont leur attitude décidée ont bientôt forcé les agresseurs à s'y éloigner.

Jusque là, il n'y avait que la population qui fût en jeu ; ainsi, l'antagonisme n'est pas dans longtemps, et cette population commençait à se disperser, quand nous avons été témoins à notre grand étonnement, d'un spectacle inattendu.

Quelques personnes se plaignent du l'honorable membre, de ce que je n'ai pas envoyé le 23 des troupes sur tous les points où l'on en demandait ; mais si j'avais été obligé de répondre à toutes ces requisitions, trois cents bataillons n'auraient pas suffi. Quant aux intentions, il ne peut en juger que par les actes, et ces actes prouvent que j'ai voulu assurer de l'intention exacte sur l'honorable membre.

M. Garnier-Pagès se plaint amèrement de l'intolérable position que fait l'assemblée, à lui et à ses amis, lorsque le gouvernement ouvre la bouche sans être interrompu, interpellés, menacés, jusque dans ses bancs pour le 24 février, et même ce qu'on a eu besoin pour le 25 février, et même ce qu'on a eu besoin pour le 25 février.

La preuve que dans le moment les plus sinistres, dit-il, c'est que tel motif M. B. S. Ulisse n'a pas voulu entendre que votre mission terminée lorsque vous nous l'avez fait offrir."

C'est vrai, M. Cavaignac, qu'on vous a pris pour général de division ; pour ministre de la guerre, ministre—Violences internationales ; et vous, vous avez jeté la main à ceux qui ont voulu nous renverser ; nous vous avons soutenu et vous, vous nous avez abandonnés ; vous êtes un traître.

Le général Cavaignac ne les fâtes et laisse au pays à prononcer sur le reproche d'ingratitude.

M. Ledru-Rollin soutient après quelques remarques préliminaires, que, dans son opinion du moins, on aurait pu empêcher la formation des barricades en agissant à temps avec l'armée et la garde nationale réunis. L'opinion du général Cavaignac est tout autre. Mais ce point a été discuté, dit-il, y a quelques jours, et 20,000 hommes prêts à répondre au premier signal. Je tiens tout le jour au siège du gouvernement. Plus de dix fois le général Duvernine envoya demander un bataillon, on seul, et il ne put pas l'obtenir. Vous voulez renouveler vos appels ! soit ; pour cela apparemment pour le maintien de l'ordre ; mais pour soutenir une cette concentration aurait été sans objet. Mais je vous défie de montrer les soldats des casernes, et l'autorité ne s'est montrée nulle part. Le directeur, lui-même, ne pouvait pourvoir des instructions ; le peuple, ignorant quelques mesures énergiques, n'y est rallié et s'est retiré.

Ce matin, le ministère tout entier a donné sa démission, et il est bien difficile de concevoir aucune combinaison possible, aucune chance pour rétablir l'ordre après ce qui vient de se passer.

C'est là où en sont les successeurs des anciens Romains !"

Rome, le 17 novembre 1848.

Monsieur le ministre,

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte du meurtre de M. Rossi.

Hier, tous avons eu la confirmation de ces tristes, qui vous feront peut-être regretter, de n'avoir pas, dans le temps, donné quelque appui au souverain pontife ; il est difficile d'amener le gouvernement plus triste et plus désolé. Le calme subsiste, mais il est profond et les fidèles ecclésiastiques.

Vers deux heures, une assez grande foule du peuple,